



Le président de la République, qui recevait hier son homologue français Emmanuel Macron hier à Etoudi, s'est gardé d'annoncer s'il briguera un huitième mandat dans quatre ans.

«Comme vous le savez, le Cameroun est dirigé conformément à sa Constitution. D'après cette Constitution, le mandat que je mène a une durée de sept ans. Alors, essayez de faire la soustraction : 7-4 ou 3 et vous saurez combien de temps il me reste à diriger le pays. Mais, autrement, ça sera su quand ce mandat arrivera à expiration. Vous serez informés sur le point de savoir si je reste ou si je m'en vais au village ».

Ce trait d'esprit du président de la République, Paul Biya, en guise de réponse à la question de la journaliste française Amélie Tulet de savoir s'il est partant pour un huitième mandat à la tête du Cameroun a suscité un rire forcé de son homologue français Emmanuel Macron, avec qui il donnait un point de presse conjoint au terme de l'audience historique d'hier mardi entre les deux chefs d'Etat au Palais de l'unité, à Yaoundé.

Du déjà entendu, en réalité. A 89 ans, le sphinx d'Etoudi refait le coup de juillet 2015 quand il recevait en son palais François Hollande, prédécesseur de l'actuel président français. Il avait alors, répondant à une question similaire du très impertinent Gérard Grizbec de France 2 relativement à la présidentielle de 2018 qui se profilait à l'horizon, lancé :

« Je commencerai par dire que ne dure pas au pouvoir qui veut, mais dure qui peut. Je ferai une deuxième observation. C'est que, je ne suis pas à la tête de l'Etat par la force. Je n'ai pas acquis le pouvoir de manière dictatoriale. J'ai toujours été élu par le peuple et en ce moment je suis en train de terminer un mandat qui m'a été donné par le peuple. D'ailleurs, il y avait d'autres candidats à cette élection (...) C'est pour dire que les élections présidentielles camerounaises de 2018 sont certaines, mais encore lointaines. Nous avons le temps de réfléchir et le moment venu, les Camerounais et les amis français et tout le monde sauront si je suis candidat ou si je prends ma retraite ».

Paul Biya qui est passé maître dans l'art de dissimuler ses intentions n'a pas donné l'impression, à travers cette boutade, que le sujet de sa retraite et de son successeur a été évoqué lors du tête-à-tête avec Emmanuel Macron, lui qui n'hésite pas à rappeler à qui souhaite l'entendre que le Cameroun est un pays souverain. Il a manifestement l'intention, comme par le passé, d'entretenir le suspense jusqu'au bout, malgré les appels lancés ces derniers mois par certains barons de son parti, le Rassemblement démocratie du peuple camerounais (**RDPC**), pour qu'il brigue un autre mandat à près de 94 ans. Ces « appels du peuple » ne devraient d'ailleurs pas tarder à flamber après cette déclaration pour le moins équivoque.

L'on retient du reste que le président français a choisi d'entamer sa première tournée africaine après sa réélection en mai dernier par le Cameroun, « du fait de la profondeur de la relation franco camerounaise et du caractère exceptionnelle de l'amitié » entre le **Cameroun et la France**. Emmanuel Macron déclare en effet que le Cameroun est un « partenaire stratégique » de son pays en Afrique centrale, région à laquelle il entend consacrer plus de temps lors de son second quinquennat.

« cette relation forte et ancienne se traduit par une coopération exceptionnelle. Nos priorités communes ont fait du Cameroun l'un des premiers partenaires de l'Agence française de développement. Aux côtés du gouvernement camerounais, elle a financé des projets à hauteur de 2 milliards d'euros [environ 1013 milliards Fcfa, Ndlr] ces 10 dernières années. »

Le patron de l'Elysée semble ne pas éprouver de regrets particuliers au sujet de la diversification par le Cameroun de ses partenaires économiques et commerciaux et avoue même le recul de la France au Cameroun. Il appelle, néanmoins, à « une plus grande transparence des marchés et à une plus grande efficacité collective ».

Hypocrisie

Flanqué d'une forte délégation d'hommes d'affaires français, Emmanuel Macron a assuré que la coopération économique, commerciale et sécuritaire entre les deux pays va s'accroître, sans faire d'annonces financières. Il est à préciser que des têtes à têtes parallèles ont eu lieu hier au Palais de l'unité entre les ministres sectoriels de la France et Cameroun, notamment ceux des Finances et de la Défense, entre autres. Du reste, le président français s'est dit « très admiratif de la jeunesse camerounaise ».

Devant la presse, il a dit avoir longuement parlé avec son homologue camerounais, du « niveau d'excellence des diplômés camerounais », de leur talent qui en fait une fierté pour leur pays.

Le rôle de la France, a-t-il ajouté, c'est justement d'aider au maximum à créer des conditions pour leur réussite. Sur le contentieux historique, il promis de déclassifier toutes les archives de la période pré et postindépendance et d'accompagner les historiens dans la recherche pour faire la lumière sur le rôle joué par la France dans les massacres attribués à l'armée française au Cameroun. Sur la guerre en Ukraine, le président français a dénoncé l'hypocrisie des pays africains qui n'osent pas condamner la Russie.

Mutations